

Unité interdépartementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
CS80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU Cedex

SAINT-BARTHELEMY D'ANJOU , le 13/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **AGRIAL SCA**

108 rue de Beaugé  
72100 LE MANS

Références : 2022-710\_INSP\_AGRIAL- La Chartre sur le Loir\_RAP  
Code AIOT : 0006301763

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement AGRIAL SCA implanté La Maladrerie 72340 LA CHARTRE SUR LE LOIR. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection intervient dans le cadre du contrôle pluriannuel des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle fait suite à l'inspection précédente, en date du 09 avril 2015.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRIAL SCA
- La Maladrerie 72340 LA CHARTRE SUR LE LOIR
- Code AIOT : 0006301763
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGRIAL exploite, sur le territoire de la commune de La-Chartre-sur-le-Loir, une installation de stockage de céréales.

L'effectif de l'établissement est composé de 2 agents de silo et d'un saisonnier en été. Les installations comportent des séchoirs à céréales.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- suites de l'inspection précédente
- PCB: transformateurs électriques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative : rubrique 2910	Code de l'environnement du 18/10/2022, article R511.9	/	Sans objet
2	Interdiction des PCB	Code de l'environnement du 18/10/2022, articles R543.21 et 26	/	Sans objet
3	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
4	Empoussièrément des silos : nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
5	Installations électriques : silo 1	Arrêté Préfectoral du 12/08/1986, article Partie C, article 3	/	Sans objet
6	Bruit et vibration	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 48	/	Sans objet
8	Étude de dangers: réalisation des travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2	/	Sans objet
10	Conditions de stockage des matières organiques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
14	Installations électriques : vérification	Arrêté Préfectoral du 12/08/1998, article Partie C, article 3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Étude de dangers: contenu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2	/	Sans objet
9	Formation des personnels	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Prévention des incidents : interventions en zones à risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet
12	Prévention des incidents : registre	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	/	Sans objet
13	Prévention des incidents: analyse des causes	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative de l'établissement doit être mise à jour, afin de tenir compte des évolutions des rubriques ICPE n°2910 et 2260.

Par ailleurs, l'exploitant doit revoir les procédures encadrant les conditions d'exploitation, notamment concernant le nettoyage ou l'enregistrement des températures de stockage.

Des résultats de contrôles sont attendus sur les installations électriques, la composition des huiles du transformateurs électriques, le bruit généré par l'installation, y compris en période de séchage. L'exploitant doit également veiller à la disponibilité de tout document traçant la mise en conformité d'éléments des installations.

Il est noté que l'exploitant dispose d'un registre des incidents intervenus au sein du groupe et de fiches de retour d'expérience sur ceux-ci, qui sont disponibles pour les employés. Cela participe à une meilleure sécurité des installations.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative : rubrique 2910

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/10/2022, article R511.9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tenue à jour des rubriques de classement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La situation administrative du site doit être à jour, par rapport à la nomenclature des installations classées en vigueur.
<b>Constats :</b> Le 06/11/2014, la préfecture de la Sarthe a acté la mise à jour du classement de l'établissement, notamment au titre de la rubrique ICPE 2910 pour une puissance de 7 MW. Suite aux évolutions de la nomenclature, les installations de combustion dédiées au séchage des matières organiques par contact direct sont à présent classée au titre de la rubrique 2260.2. L'exploitant dispose de deux séchoirs d'une puissance de 7 MW. Il devra donc solliciter l'antériorité au titre de la rubrique 2260-2-b.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Interdiction des PCB

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/10/2022, articles R543.21 et 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transformateurs électriques susceptibles de contenir des PCB
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-22, il est interdit de détenir des appareils dont le fluide contient des PCB : - à partir du 1er janvier 2017 si l'appareil a été fabriqué avant le 1er janvier 1976 ; - à partir du 1er janvier 2020 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1976 et avant le 1er janvier 1981 ; - à partir du 1er janvier 2023 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1981.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un transformateur de 1973. L'installation peut contenir des PCB. Suivant l'article R.543-26 du code de l'environnement, tout détenteur d'appareils susceptibles de contenir des PCB est tenu d'en connaître la teneur. L'exploitant transmettra sous 3 mois une analyse de la teneur en PCB de l'huile de son transformateur. Suivant le niveau détecté, il prendra à la suite sous un délai maximum de 6 mois les mesures destinées à respecter les dispositions réglementaires applicables.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des zones et équipements à risque
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.  Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.  [...]
<b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 09/04/2015, ex-EM1 : L'exploitant doit communiquer les zones à risques et les équipements susceptibles d'être à l'origine d'une explosion issus de l'étude de dangers à l'APAVE.  → Le prochain contrôle au titre des ICPE de 2016 sera communiqué à l'inspection dès réception et au plus tard le 30/04/2016.  L'exploitant a remis 3 synoptiques mentionnant des zones ATEX. Il convient qu'il dresse une liste de ces zones avec référence à un plan les localisant. L'exploitant ne disposait pas de rapport de contrôle. Il convient qu'il y soit remédié dans les meilleurs délais, faute de quoi l'inspection des installations classées proposera au préfet de mettre l'exploitant en demeure afin de respecter cette disposition.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Empoussièrement des silos : nettoyage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens et registre de nettoyage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.  La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.  Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
<b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 09/04/2015, ex-EM2 : → L'inspection rappelle que toutes les opérations de nettoyage doivent être enregistrées dans le registre.  L'exploitant dispose d'un registre rempli. Il est cependant constaté qu'il utilise majoritairement le balai et la pelle. Des consignes plus précises que celles qui ont été présentées tel qu'indiqué dans l'arrêté ministériel doivent être établies pour l'utilisation du balai qui doit être exceptionnelle. Il est aussi noté qu'aucun nettoyage n'est enregistré du 02/06 au 01/07/2022, ce qui pourrait être argumenté.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Installations électriques : silo 1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/1986, article Partie C, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification de l'armoire électrique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électrique seront contrôlées périodiquement par un technicien compétent ; les rapports de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 09/04/2015, ex-E1 : → L'inspection demande à ce que l'armoire électrique soit dans ce cas toujours contrôlée vu qu'elle est toujours alimentée (détection notamment de points chauds).  L'armoire a fait l'objet d'un contrôle thermographique. Le rapport ne mentionne cependant de conclusion. Cet aspect doit être complété.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Bruit et vibration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 48
<b>Thème(s) :</b> Autre, Campagnes de mesure de bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des valeurs limites de bruit (Mesure du niveau de bruit et de l'émergence effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié).
<b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 09/04/2015, ex-R1 :  → Conformément à l'article 48 de l'AM du 26/11/2012, l'inspection demande à ce que des campagnes de mesures soient réalisées tous les 3 ans. La prochaine devra être planifiée au plus tard d'ici 1 an et devra intégrer les périodes de séchage.  L'exploitant ne dispose pas de résultats de mesures postérieures à 2015. Il a remis un devis daté du 18/10/2022. Il est demandé à l'exploitant de réaliser une campagne de mesure en 2023 pendant une période appropriée faute de quoi il sera proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant afin qu'il se mette en conformité sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Étude de dangers: contenu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de l'étude de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. Cette étude doit préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. [...]
<b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 09/04/2015, ex-R2 : → L'exploitant transmettra également le tableau 38 de l'étude récapitulant les zones d'effets des scénarios, illisible sur la version transmise.  L'étude de danger comportant le tableau 38 en pages 159 et 160 a été transmise par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : Étude de dangers: réalisation des travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en place des mesures préconisées par l'étude
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus du présent arrêté, doivent être justifiées dans l'étude de dangers.
<b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 09/04/2015, ex-R2 : → L'exploitant mettra en place un événement sur le filtre du silo 4 d'ici le 31/01/2016 et transmettra à l'inspection le justificatif d'installation.  La présence de l'événement n'a pu être vérifiée sur site. L'exploitant transmettra tout justificatif nécessaire pour justifier de la mise en place de cet événement (description, photo et plan).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Formation des personnels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du responsable de la surveillance du silo
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.
<b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 09/04/2015, ex-R3 : → L'inspection demande à ce que le départ de M. AVELINE soit bien anticipé de manière à ce que le remplaçant dispose de toutes les formations et compétences nécessaires pour assurer la fonction de responsable silos (notamment les caractéristiques des silos et les questions de sécurité). Si M. LEGARE est amené à remplir cette tâche, l'exploitant planifiera au plus vite les formations en adéquation. L'exploitant en informera l'inspection.  Depuis l'inspection du 09/04/2015, M. AVELINE a été remplacé par M. SIMON.  Lors de l'inspection du 19/10/2022, l'exploitant a remis à l'inspection copies des bilans de formations de M. MONNIN, M. SIMON et M. BEUCHER. Selon ces documents, M. SIMON dispose notamment d'un certificat de qualification professionnelle "agent de silo". Par ailleurs, M. BEUCHER a suivi une formation d'habilitation électrique, en vue d'intervention sur le réenclenchement des systèmes uniquement.
<b>Observations :</b> L'inspection note l'absence, dans les documents fournis, de mentions à une formation aux fondamentaux de la sécurité en silos. Une telle formation serait utile au renforcement de la sécurité des personnels et de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Conditions de stockage des matières organiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la température
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
<b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 09/04/2015, ex-R5 : → L'exploitant procédera aux modifications nécessaires pour rendre les sondes opérationnelles avant la prochaine moisson. Un contrôle préventif doit être mis en place (étalonnage notamment).  Lors de l'inspection du 19/10/2022, il a été constaté que les relevés de températures au sein des cellules de stockage sont effectués grâce à des sondes à 5 niveaux. L'affichage de fait sur un écran au sein du bureau, sauf pour les 4 cellules extérieures. Pour ces dernières, l'affichage est situé en haut des cellules. En cas de dépassement du seuil de température programmé pour une cellule, l'alarme se manifeste par un signal visuel uniquement.  L'enregistrement des températures des silos est effectué manuellement, 1 fois par mois au mieux. Certains relevés sont distants d'1 mois et demi.  L'exploitant veillera à augmenter la fréquence de l'enregistrement des relevés de températures, la périodicité actuelle ne permettant pas de garantir un suivi suffisant de l'évolution des températures au sein des cellules.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants, notamment pour une intervention avec source de chaleur ou flamme ;</li> <li>— l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>— les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>— l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li> <li>— lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</li> </ul> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>L'exploitant tient par ailleurs à disposition des différents intervenants un document précisant les caractéristiques d'origine en matière de sécurité devant être respectées sur les équipements ou structures faisant l'objet de l'intervention.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 09/04/2015, R1 :</p> <p>La consultation du permis feu réalisé le 24/02/2015 et délivré par M. LEGARE montre que la nature de l'intervention et l'enregistrement des rondes ne sont pas renseignés. AGRIAL a pourtant mis en place une nouvelle trame permettant d'enregistrer les rondes.</p> <p>→ En attendant l'utilisation des nouveaux feuillets, l'exploitant indiquera manuellement l'heure des rondes et apposera sa signature. L'exploitant sensibilisera M. LEGARE, habilité à délivrer des permis feu, au bon remplissage des formulaires et aux mesures de sécurité nécessaires.</p> <p>Lors de l'inspection du 19/10/2022, un permis de feu a été consulté par sondage. Celui-ci apparaît correctement rempli et inclut bien la nature de l'intervention. Il indique aussi une inspection du lieu de l'intervention et de ses alentours après la fin du travail, ainsi que l'enregistrement d'une ronde 1 heure après la fin des travaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Prévention des incidents : registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tenue d'un registre des incidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 09/04/2015, E1 :            La coopérative AGRIAL n'exige pas de registre sur les silos. Tout problème relevé fait l'objet d'une demande à la maintenance au siège. Le responsable maintenance échange ensuite avec le coordinateur sécurité environnement pour détecter ce type d'événement et décider d'actions correctives. En 2014, un seul événement s'est produit dans le Calvados sur un élévateur. Depuis, en cas de modification nécessaire sur un capteur de déport de sangle, il est décidé de remplacer cette sécurité par un capteur thermique.</p> <p>→ L'exploitant doit enregistrer ce type d'incident et doit être en mesure de présenter le registre à l'inspection. Ce registre peut éventuellement être tenu au niveau du siège pour répertorier l'ensemble des anomalies de la coopérative et non du site en particulier. L'ensemble des agents de silos doit avoir connaissance de ces incidents, de l'analyse des causes et des actions correctives et préventives qui en découlent.</p> <p>Lors de l'inspection du 19/10/2022, l'exploitant a remis à l'inspection une copie du registre des incidents 2021. Celui-ci liste 3 incidents en 2021 et inclut une liste des incidents s'étant produit auparavant, en remontant jusqu'en 2010. Il couvre l'ensemble des sites AGRIAL.            Ce registre fait l'objet d'une communication au sein du groupe AGRIAL et est disponible pour les employés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Prévention des incidents: analyse des causes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse annuelle des causes possibles d'incidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> En parallèle de son registre des incidents survenus au sein du groupe, l'exploitant produit des fiches de synthèse et d'analyse de ces incidents. Suite à l'inspection du 19/10/2022, il a transmis copie de 2 exemplaires de ces fiches de retour d'expérience, relatives à 2 incidents survenus en 2021.            Ces fiches incluent notamment un descriptif de l'incident, l'élément précurseur identifié, les mesures palliatives mises en place et les propositions d'améliorations afin de réduire le risque de nouvelle occurrence de ce même incident.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Installations électriques : vérification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/1986, article Partie C, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électrique seront contrôlées périodiquement par un technicien compétent ; les rapports de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 19/10/2022, l'exploitant a remis un extrait d'un rapport de contrôle des installations électriques de l'APAVE, en date du 17/05/2022. Ce document ne permet cependant pas de connaître les conclusions tirées de ce contrôle, les écarts constatés et les éventuelles actions correctives menées.  L'exploitant transmettra à l'inspection ses documents de contrôle des installations électriques les plus récents. Il joindra le plan des actions correctives envisagées pour résoudre les écarts éventuellement constatés, accompagné d'un échéancier de réalisation. De plus, par la suite, il veillera à tenir ces documents disponibles en cas d'inspection de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet